

*Le 19 juin 2002*

**UNIVERSITÉ DE BOLOGNE (14 juin 2002)**

-----

*Remise du "Sigillum Magnum"*

*Réponse de Jacques Delors à Monsieur le Recteur*

-----

J'apprécie, à sa juste mesure, l'honneur qui m'est fait aujourd'hui par votre Université. Les propos louangeurs de Monsieur le Recteur m'ont plutôt incité à la réflexion sur les grandeurs et les misères de l'action politique et plus généralement de l'action publique.

En revenant ici à l'Alma Mater et avec le souvenir issu de ma participation en 1993 à l'anniversaire de l'Université de Bologne, j'ai l'impression de ne jamais avoir quitté le monde universitaire, tant le dialogue a été mené sans relâche, entre celui-ci et moi-même. J'y ai longuement pensé en présidant, de 1993 à 1996, la Commission Internationale de l'UNESCO, pour l'éducation au XXI<sup>e</sup> siècle.

Dans nos analyses, s'exprime le pressentiment d'un changement des pôles d'influence dans nos sociétés. C'est pourquoi, nous plaidons pour le rôle essentiel des Universités, non seulement pour l'enseignement et la recherche, mais aussi pour l'affirmation, dans le débat public, des valeurs qui font la noblesse de vos institutions.

Permettez-moi de citer un extrait de ce rapport intitulé : "L'Éducation - Un trésor est caché dedans" :

"A ces conditions, l'Université retrouverait ainsi le sens de sa mission intellectuelle et sociale au sein de la société, comme, en quelque sorte, une des institutions garantes des valeurs universelles et du patrimoine culturel".

C'est d'ailleurs l'occasion pour moi de saluer l'initiative "EUROPEUM" qui réunit en ces jours d'éminents universitaires et chercheurs venus de nos universités européennes pour des échanges approfondis qui tissent la toile de l'Europe de l'esprit.

Vous avez, Monsieur le Recteur, fait allusion à la vocation, un terme qui se fait plutôt rare aujourd'hui. Mais, il était au cœur d'une génération qui a craint pour la démocratie, les libertés et la survie de son pays. Il résonnait dans cette époque où l'on vibrait et l'on s'enflammait au choc des idéologies et des visions de l'avenir. Ce fut ma chance de participer à cette période, en suivant l'exemple de mes aînés.

Peut-être, le terme vocation était-il utilisé, mais moins que le terme engagement, centre de la réflexion des années 30 aux années 60, des intellectuels qui s'interrogeaient gravement sur les dérives du monde et de la société, sur la nécessité de concilier pensée et action.

Je dirais bien franchement que nous n'avions pas de mérite à suivre cette incitation pressante à l'engagement.

Monsieur le Recteur a raison de rappeler que notre démarche n'était pas utopiste et pas davantage obsédée par des soucis de carrière.

Sans tomber dans la tentation d'une peinture en noir et blanc, je dois constater que l'évolution de ces vingt dernières années est moins propice à l'entrée en politique, même si nous observons parallèlement un développement de la vie associative.

En effet, il me semble que nous vivons une phase de désenchantement au cœur d'une mutation assez radicale des rapports économiques, sociaux et géopolitiques. La capacité de la politique à transformer le réel est contrastée, d'où l'absence de vocation, une certaine indifférence des citoyens. Allant de pair avec ce scepticisme ambiant, l'affaiblissement de la démocratie illustre les risques liés à un effritement des valeurs communes qui la font vivre et s'épanouir.

Redonner ses lettres de noblesse à la politique, ce n'est ni cultiver la nostalgie d'un passé qui serait révolu, ni ratifier un pragmatisme sans vision. Ce pragmatisme tant invoqué dans les temps présents, pour justifier telle ou telle action qui ne s'inscrit dans aucune perspective, dans aucun projet d'avenir.

Sans doute, conviendrait-il de retrouver les vertus d'indignation liées à l'exigence que réclamait un Georges Bernanos.

"Nous croyons, disait-il, qu'il y a un honneur de la politique. Nous croyons non moins fermement qu'il y a une politique de l'honneur et que cette politique vaut politiquement mieux que l'autre".

J'espère, Monsieur le Recteur, que vous trouverez dans cette citation, une illustration de vos propres réflexions sur une saine conception du réalisme, ou encore sur l'impératif de la confiance.

"Sans cette confiance, dites-vous, on se refuse de regarder dans la lunette de Galilée, convaincus que, de toute façon, il n'y a rien à découvrir".

Garder la confiance, c'est en effet, se maintenir en disponibilité pour traduire des actions de citoyen, ou pour nourrir la mission de service de l'intérêt général.

Projet et confiance, telles ont été les deux mamelles de la construction européenne, tels sont les principes qui inspirent le Président de la Commission Européenne, Romano Prodi.

Un projet révolutionnaire, je n'hésite pas à le dire, tant il appelle une mutation radicale dans les comportements des peuples et de leurs dirigeants.

L'affirmation étonnera peut-être. Mais qu'en disait Emmanuel Mounier dans un contexte différent :

"Est révolutionnaire un problème qui contraint une époque, un pays, ou un régime, à regarder face à face ses responsabilités essentielles et ses dimensions évidentes".

L'Europe de la puissance et de la générosité, car l'une ne va pas sans l'autre, est au niveau de cette exigence. Beaucoup a été fait, mais beaucoup reste à faire.

Vous avez mentionné, Monsieur le Recteur, la construction de nouvelles institutions au service du bien commun. Elles existent présentement, au niveau européen, même si elles demandent quelques aménagements.

Mais la confiance existe-t-elle en ces institutions, chez nos gouvernants tentés par des bouleversements qui, mis ensemble, n'obéissent ni à l'esprit du "pourquoi faire", ni à la logique du "comment faire" ?

Je le dis ici en soutien à Romano Prodi et à la Commission Européenne, qui, bien entendu, ne doit pas se dispenser de dresser son propre bilan. Le système communautaire, qui a permis de si grands pas en avant, doit être considéré avec le sérieux qu'il mérite. Question de fonctionnement, certes, mais aussi, nous y revenons, question de confiance, puisque celle-ci fonde le contrat de mariage des pays européens.

Si les pays membres, au lieu de chercher un bouc émissaire, s'attachaient à respecter chaque institution, et en premier lieu, la Commission, si la confiance était retrouvée entre les uns et les autres, si chaque institution était rétablie dans son rôle, alors, serait-il possible d'améliorer la transparence, la responsabilité et l'efficacité dans l'action de l'Union Européenne. La légitimité, au sens où l'entendait Max Weber, est à ce prix.

Bien entendu, ce retour aux sources ne nous dispensera pas des efforts d'adaptation pour tenir compte de la dimension de l'Union et des nouveaux objectifs qu'elle s'assigne. Mais, au moins, le système pourrait donner le meilleur de lui-même.

Je me suis permis cette allusion à l'actualité européenne, parce qu'il faut réaffirmer devant votre assemblée l'importance vitale des institutions et du droit pour faire progresser, dans la clarté, le processus d'unification européenne.

Nul doute que dans vos recherches et dans vos échanges, vous nous aiderez à retrouver les chemins indissociables de la rigueur du droit, de la vertu des institutions et de l'efficacité dans l'action.

\*

\*\*\*